



COMMÉMORATION DE LA 4e JOURNÉE AFRICAINE DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE

Abidjan, Côte d'Ivoire 1^{er} Mars 2019

PROJET DE COMMUNIQUÉ

INTRODUCTION

Guidée par la Décision 589 XXVI de l'Assemblée de l'Union africaine, la Commission de l'Union africaine, ses États membres et ses partenaires ont commémoré la 4^{ème} Journée africaine de l'alimentation scolaire (JAAS) le 1^{er} mars 2018 à Abidjan, sous le Haut patronage du M. Amadou GON COULIBALY, Premier Ministre ivoirien.

Les États Membres reconnaissent que les initiatives d'alimentation scolaire contribuent à la réalisation de l'Agenda 2063 en donnant aux communautés les moyens de faire en sorte que tous les enfants, en particulier les filles, puissent accéder à l'éducation de la petite enfance à l'achèvement du cycle secondaire. L'alimentation scolaire, lorsqu'elle repose sur des chaînes alimentaires locales, contribue également à ce que les enfants aient des repas adéquats et plus nutritifs tout en favorisant une croissance économique locale inclusive.

Réaffirmant son engagement en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du maintien de la paix, l'Assemblée de l'Union africaine/AU/Dec.707(XXXI) a déclaré que la quatrième Journée africaine de l'alimentation scolaire serait l'Année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes : Vers des solutions durables aux déplacements forcés en Afrique. Consciente de contribuer à ce débat thématique, la 4^e Journée africaine de l'alimentation scolaire a débattu de la manière dont les programmes d'alimentation scolaire locaux peuvent promouvoir le lien entre l'humanitaire, la paix et le développement en raison de leurs effets de protection sociale.

La quatrième Journée africaine de l'alimentation scolaire a bénéficié d'un soutien substantiel du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, du Programme

alimentaire mondial (PAM) et du Centre d'excellence du PAM au Brésil, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de l'Institut international-UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (UNESCO-IICBA), de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO), de l'UNICEF et du secteur privé. 23 États membres étaient représentés, dont 13 ministres et vice-ministres.

La cérémonie a été officiellement ouverte par Son Excellence Dr Daniel KABLAN DUNCAN. Les autres orateurs de la cérémonie étaient le Maire du Conseil de Cocody, le Représentant du Centre d'excellence, M. Daniel BALABAN, le Représentant de la FAO, M. Sanou DIA, le Ministre de l'éducation nationale de Côte d'Ivoire, Son Excellence, Kandia CAMARA, le Commissaire du département Formation technique et professionnelle de la Commission de l'Union africaine son Excellence, Dr Sarah Anyang Agbor. Plus de 320 participants venus d'États membres, d'institutions concernées, d'agences des Nations unies, y compris des élèves, des enseignants, du personnel d'appui et des parents d'élèves d'écoles sélectionnées et du secteur privé, étaient présents.

Au cours des célébrations, les instruments officiels du Cluster Continental d'Alimentation scolaire endogène ont été lancés : y compris les termes de référence, la stratégie et les mécanismes de rapport. Les instruments du Cluster comptaient sur le rôle de coordination et sur l'appui technique du Centre d'excellence du PAM au Brésil, du Bureau du PAM en Afrique et du Bureau du PAM en Côte d'Ivoire. Des copies papier ont été distribuées aux participants.

Un rapport de l'enquête annuelle de l'UA sur les progrès de l'alimentation scolaire dans les États membres a été présenté, montrant une augmentation significative du nombre d'enfants nourris et la participation des communautés locales.

Les résultats de la réunion sont les suivants :

MESSAGES CLES

La 4ème Journée africaine de l'alimentation scolaire reconnaît que :

1. Le Cluster Alimentation scolaire est une plateforme utile pour assurer des partenariats et une collaboration entre tous les acteurs clés et pour faciliter le partage d'expériences. C'est un point d'entrée où tous les États membres peuvent présenter leurs besoins en partenaires, partager et rechercher des informations sur les programmes d'alimentation scolaire. Le Cluster interagira avec des initiatives sur le continent, telles que le Centre d'excellence contre la faim récemment créé en Côte d'Ivoire.

2. Un rapport d'enquête annuel qui sera présenté lors du sommet des chefs d'État de l'UA en janvier constituera une importante démonstration de la manière dont les pays font progresser leurs programmes nationaux. Les points focaux pour l'alimentation scolaire seront plus efficacement intégrés au groupe sectoriel du CESA pour l'alimentation scolaire. Ce sont eux qui sont chargés de veiller à ce que les informations de l'enquête annuelle de l'UA soient collectées et partagées avec le Cluster pour analyse.
3. Les CER ont un rôle important de coordination et de facilitation dans leurs régions respectives pour faire progresser la mise en œuvre effective de l'alimentation scolaire endogène.
4. Une vision globale de l'alimentation scolaire mettant l'accent sur l'ensemble de la chaîne de valeur doit être adoptée pour en apprécier tous les avantages.
5. Il est nécessaire de disposer d'une plate-forme multipartite opérationnelle au niveau des pays pour faire progresser l'harmonisation des activités en vue de la réalisation des objectifs nationaux, régionaux et continentaux
6. Le rôle du secteur privé doit être exploité afin de développer les programmes d'alimentation scolaire. Le partenariat public-privé est utile pour un HGSF réussi.
7. Il est nécessaire d'investir davantage dans les programmes nationaux d'alimentation scolaire et les gouvernements et les partenaires doivent travailler ensemble pour mettre en place des mécanismes de financement innovants.
8. L'importance du partenariat pour la poursuite des progrès de l'alimentation scolaire sur le continent.
9. Le dialogue et les réseaux Sud-Sud sont des outils essentiels pour aider les pays à continuer à progresser dans le domaine de l'alimentation scolaire sur le continent.

RECOMMANDATIONS CLES

1. Les États membres doivent lier la stratégie des Clusters pour l'alimentation scolaire à leurs stratégies nationales afin de faciliter le partage coordonné des expériences continentales.
2. Tous les gouvernements africains sont instamment priés d'assurer la mise en œuvre effective de l'alimentation scolaire endogène dans leurs pays respectifs. Les États membres doivent s'efforcer d'allouer des budgets importants à

l'alimentation scolaire afin de renforcer l'appropriation et le contrôle à l'échelle nationale.

3. Les États membres sont en outre encouragés à réagir sur les enquêtes annuelles et à soumettre des rapports sur les progrès de la mise en œuvre de l'alimentation scolaire endogène à l'échelon national.
4. L'accent doit être mis sur la communication et le plaidoyer, en soulignant l'importance considérable des programmes d'alimentation scolaire locaux.
5. Des initiatives et des plates-formes continentales et régionales doivent être créées et soutenues pour le partage d'expériences et l'apprentissage par les pairs.
6. Renforcer la participation de multiples partenaires aux programmes nationaux de HGSP, y compris les principales agences des Nations Unies comme l'UNESCO, l'UNICEF, le PAM et la FAO, ainsi que la société civile, les organisations communautaires et le secteur privé.
7. La Commission de l'Union africaine est invitée à assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations du présent communiqué et des précédents, en consultation avec les principaux partenaires de développement et par l'intermédiaire du Cluster d'Alimentation scolaire.

Fait à Abidjan, Côte d'Ivoire, le 1er mars 2019.